

Groupe de la Banque africaine de développement

## Allocution d'ouverture aux assemblées annuelles 2011

Donald KABERUKA

Président



Lisbonne  
9 - 10 Juin 2011



**Monsieur le ministre des affaires étrangères, Luís Amado,  
Monsieur le Président du Conseil des gouverneurs,  
Eminentes personnalités,  
Honorables gouverneurs,  
Mesdames, Messieurs,**

**Je joins ma voix à celle du Président du Conseil des gouverneurs pour souhaiter à chacune et à chacun de vous une chaleureuse bienvenue à ces assemblées annuelles et dans la belle et historique cité de Lisbonne.**

**C'est un grand honneur pour la Banque que de compter parmi les participants à ses assises tant de personnalités et de responsables éminents.**

**Permettez-moi d'adresser un mot spécial de bienvenue à nos distingués invités, à nos éminentes personnalités et à mes illustres prédécesseurs ici présents.**

**Au gouvernement et au peuple du Portugal, j'adresse mes remerciements pour l'organisation de ces assemblées et pour l'hospitalité chaleureuse qu'ils nous réservent en dépit des difficultés internes auxquelles ils sont confrontés à l'heure actuelle.**

**Merci, Monsieur le ministre Amado, d'avoir pu vous libérer pour être des nôtres ce matin.**

**Le pouvoir d'attraction de nos assemblées annuelles, le nombre de manifestations parallèles et de participants ont sensiblement augmenté ces quatre dernières années. Nous sommes conscients de l'ampleur des efforts déployés pour la préparation de ces assises et vous remercions de votre générosité.**

**Muito Obrigado.**

**Je tiens aussi à adresser nos meilleurs vœux au peuple de Côte d'Ivoire, pays hôte de notre siège. La résolution de la crise a en effet été un grand**

**soulagement pour les Ivoiriens, pour la sousrégion ouestafricaine et pour l'Afrique dans son ensemble. Et elle ouvre enfin la voie à notre retour au siège lorsque les conditions, les services et les installations le permettront.**

**Mais, pardessus tout, elle permet désormais à la Côte d'Ivoire de s'engager dans la longue voie de la réconciliation nationale et de la reconstruction.**

**Nous savons parfaitement que la tâche n'est pas aisée, et nous sommes prêts à jouer notre rôle, aux côtés des autres membres de la communauté internationale.**

**Aujourd'hui, j'aurai le plaisir de parapher avec les autorités ivoiriennes notre appui budgétaire d'urgence à décaissement rapide de 130 millions de dollars, préparé et approuvé en un temps record par notre Conseil d'administration pas plus tard que la semaine dernière.**

**Tout en nous réjouissant à la perspective d'un retour ordonné, à terme, à notre siège à Abidjan, nous restons à jamais redevables au gouvernement et au peuple tunisiens d'avoir généreusement soutenu la Banque durant sa relocalisation temporaire ; ils ont toujours apporté à la Banque le réconfort dont elle avait besoin, même pendant les moments de turbulence.**

**« Une année fructueuse mais pleine de défis »**

**Excellences,  
Mesdames, Messieurs,**

**2010 a été une autre année capitale dans la vie de la Banque.**

**Je suis heureux d'annoncer que, grâce à votre soutien, la Banque a continué à œuvrer avec souplesse et réactivité, à l'accomplissement de sa mission.**

**Les différents rapports et autres documents qui vous ont été communiqués décrivent bien la situation de l'institution, caractérisée par une santé financière robuste et des performances solides, en dépit des turbulences des mois ayant précédé et suivi la révolution tunisienne.**

**Preuve s'il en était besoin de la robustesse de notre institution, qui a pu obtenir des résultats aussi bons que ceux des institutions analogues, en dépit des événements d'Afrique du Nord et de l'incertitude causée par les conditions provisoires dans lesquelles elle opère depuis maintenant huit ans.**

Elles sont très rares sinon inexistantes les institutions de portée internationale qui, ayant vécu notre expérience, c'est-à-dire la crise prolongée en Côte d'Ivoire, le fonctionnement en situation de relocalisation temporaire pendant huit ans et la Révolution en Tunisie, ont su préserver leur solidité financière et continué de fournir des services de qualité à leurs clients.

Je tiens donc à rendre hommage à notre Conseil d'administration, à la direction et au personnel pour leur engagement et leur résilience dans la gestion des conséquences de ces turbulences et incertitudes.

«Notre programme d'action»

Excellences,  
Mesdames, Messieurs,

Durant les trois dernières années, nous avons donné le meilleur de nous-mêmes, et démontré notre capacité de réaction en répondant rapidement et de manière innovante aux crises successives, en particulier par une initiative anticyclique efficace face à la crise financière, tout en préservant notre solidité financière.

Aujourd'hui, alors que nous sortons progressivement de ce schéma de riposte anticyclique pour revenir à notre mission classique, de nouveaux défis se profilent à l'horizon.

Permettez-moi, à présent, d'évoquer l'explosion du mécontentement sociopolitique en Afrique du Nord et, depuis peu, dans certaines parties de l'Afrique subsaharienne. À vrai dire, il s'agit d'un mélange détonnant ayant pour ingrédients le chômage des jeunes, l'exclusion économique et sociale, l'absence d'une démocratie digne de ce nom ; bref, des déficits en matière de gouvernance.

Cette situation est aujourd'hui aggravée par la flambée des prix des denrées alimentaires, qui sont actuellement supérieurs de 2 % à leur niveau record atteint durant la crise alimentaire mondiale de 2008.

Dans le monde où nous vivons, celui de l'internet, de twitter et de facebook, les populations, et les jeunes en particulier, ne connaissent que trop bien les possibilités qui leur sont refusées, les libertés qui leur sont confisquées et leurs aspirations contrecarrées par des élites plus soucieuses de leurs intérêts personnels que de l'intérêt général.

**De l'avenue Bourguiba à la place Tahrir, comme ce fut le cas en Europe orientale en 1989, les populations contestent un système politique qui ne laisse guère d'espace légitime d'expression du mécontentement, si ce n'est la rue, qui résonne alors au son de «dégage ».**

**Autrement dit, si l'absence de perspectives économiques a constitué la matière explosive de la déflagration, les échecs de la gouvernance politique en ont été le détonateur.**

**Dans ces conditions, vous conviendrez avec moi que la thématique de nos débats à ces assemblées, à savoir la croissance inclusive et la manière dont la Banque peut renforcer son rôle d'avantgarde dans ce processus, s'imposait d'elle-même.**

« Croissance et inégalité »

**Excellences,  
Mesdames, Messieurs,**

**Durant la décennie écoulée, l'Afrique a enregistré la croissance la plus rapide des cinquante dernières années. Plusieurs rapports indépendants attestent de la nouvelle dynamique économique à l'œuvre sur le continent.**

**Nous sommes sortis de la crise financière mondiale meurtris, mais plus aguerris.**

**Certes, les mécanismes de protection et d'amortissement qui ont permis à bon nombre de pays africains de surmonter la crise financière se sont affaiblis, et la flambée des prix alimentaires n'a fait qu'ajouter à la vulnérabilité.**

**Certes, les risques et les incertitudes sont légion. Et les incertitudes qui pèsent sur l'économie mondiale se profilent déjà à l'horizon.**

**Les statistiques les plus récentes, qu'elles portent sur le chômage, le secteur financier, la dette ou la confiance des consommateurs, montrent que les séquelles de la crise financière continuent de planer sur l'économie mondiale, non seulement dans la zone de l'OCDE, mais aussi dans certains pays du BRIC.**

**Des risques se présentent également au plan interne, essentiellement à caractère sociopolitique, les problèmes posés par les prix alimentaires exacerbant les difficultés structurelles de longue date, liées notamment au manque d'énergie à un coût abordable et en quantité suffisante.**

**Néanmoins, les perspectives de croissance demeurent raisonnablement bonnes, à condition que l'environnement international ne se dégrade pas et reste favorable, que les crises sociopolitiques soient maîtrisées et que les difficultés d'approvisionnement en énergie soient progressivement surmontées.**

**Certains pays commencent à franchir le seuil critique, en réalisant une croissance du PIB réel de 7 % quelquesuns tablant même sur une croissance à deux chiffres cette année.**

**Comme on pouvait s'y attendre, les événements en Afrique du Nord ont entraîné dans cette région des perturbations de l'activité économique, qui sont inévitablement temporaires. La fameuse courbe en J.**

**Mais les fondamentaux dans cette région demeurent favorables à moyen terme. Et pour le reste de l'Afrique, l'économie connaîtra cette année une croissance comprise entre 5,6 et 6 %.**

**Toutefois, comme on le voit en temps réel en Afrique du Nord et dans certaines parties de l'Afrique subsaharienne, les pays qui sont atteints par les vagues du changement et du mécontentement social figurent parmi ceux qui affichaient les taux de croissance les plus élevés sur le continent.**

**De toute évidence, le feu couve sous la cendre. Les populations en quête de meilleures conditions de vie ne peuvent plus se satisfaire de simples statistiques, fussentelles impressionnantes. Elles réclament leur juste part des opportunités plus nombreuses qui se présentent et veulent surtout exercer leur droit à la parole.**

**Il ne fait pas de doute que des millions de personnes ont été sorties de la pauvreté en Afrique au cours des dix dernières années. De nombreux pays ont réalisé des progrès sur de nombreux indicateurs sociaux. Mais on aurait pu mieux faire.**

**Quels enseignements pouvonsnous donc en tirer et dans quel domaine devonsnous, dès maintenant, rectifier le tir ?**

**« La croissance est une condition nécessaire »**

**La toute première chose à faire est de maintenir cette dynamique de croissance : une croissance soutenue, forte, demeure une nécessité absolue. Compte tenu de la dynamique de la démographie en Afrique, une croissance du PIB de 7 % est le minimum qu'il faut atteindre.**

**Il ne peut y avoir de gains sociaux durables sans croissance, peut-être sur dix ans, sinon plus.**

**Nous devons continuer à déterminer les vecteurs de croissance et à éliminer progressivement les goulets d'étranglement et d'autres obstacles en matière d'infrastructure, liés au transport, à la connectivité et à l'important déficit énergétique, autant d'entraves à l'accélération de la croissance et à l'intégration économique.**

**Les cinq dernières années ont été marquées par un accroissement considérable de l'intérêt porté aux infrastructures en Afrique, qui ont bénéficié de 55 milliards de dollars au titre des nouveaux investissements, rien qu'au cours de l'année dernière.**

**Je suis fier d'annoncer que la Banque africaine de développement a été la locomotive de cette tendance ; elle a financé plus de 150 nouveaux projets d'infrastructure au cours de ces cinq dernières années.**

**Que l'UA nous ait confié la mission de porter l'infrastructure en Afrique à un tout autre niveau est également pour nous source de fierté.**

**« Mais la croissance n'est pas une condition suffisante. »**

**En deuxième lieu, et ceci n'est ni nouveau ni contestable, la croissance à elle seule ne suffit pas. Les faits observés à travers le monde, depuis les pays riches de l'OCDE jusqu'aux BRIC, en passant par les puissances économiques émergentes, parlent d'eux-mêmes : une croissance économique qui n'est pas équitable, qui ne repose pas sur une assise large, qui ne crée pas d'emplois durables, qui ne crée guère d'opportunités pour les femmes et les jeunes, une telle croissance, disje, n'a pas de bases solides.**

**Il ne s'agit pas de sousestimer les progrès importants qui ont été accomplis au cours des 30 dernières années, en matière de parité homme-femme et**

**d'accès à l'enseignement de base, souvent dans des conditions difficiles. Mais force est de reconnaître que les inégalités se sont aggravées. D'après des recherches effectuées par les services de la Banque, l'Afrique reste la deuxième région la plus inégalitaire au monde, après l'Amérique latine.**

**« Jeunes, diplômés mais sans emploi »**

**Là où le bât blesse, c'est surtout chez les jeunes, les jeunes diplômés. Avec une population dont les deux tiers ont moins de 25 ans, l'Afrique est le continent le plus jeune du monde. Et cette frange jeune ne fait qu'augmenter.**

**Le taux de chômage des jeunes dans plusieurs parties du continent peut atteindre 35 %. La situation est particulièrement difficile pour les jeunes femmes. Un quart des jeunes sont à peine alphabétisés et sont exclus du marché du travail.**

**Le taux d'exode rural augmente considérablement, exacerbant les problèmes de chômage, au moment où le soutien familial ou communautaire traditionnel s'amenuise.**

**Or, c'est sur l'énergie et la créativité de cette population jeune que nous comptons pour développer notre continent. Comment alors exploiter cette ressource, offrir à nos jeunes des possibilités d'intégrer le secteur formel de l'économie, avec la dignité et l'autonomie que procure une activité rémunératrice ?**

**« Diplômés sans emploi »**

**L'Afrique subsaharienne produit actuellement près de 5 millions de diplômés d'université chaque année. Les chiffres sont beaucoup plus élevés en Afrique du Nord.**

**Le fossé entre les attentes découlant de la formation et les opportunités économiques auxquelles elle donne effectivement accès se creuse dangereusement.**

**Le taux de chômage des diplômés d'université est trois fois plus élevé que celui des niveaux inférieurs de l'enseignement. Ce problème est aggravé par l'approche adoptée en matière d'enseignement tertiaire.**

**Jeudi dernier, j'ai visité la ville et la région du Kef, l'une des régions les plus pauvres de Tunisie. Je me suis entretenu avec des membres de la société civile, notamment des représentants des diplômés sans emploi.**

**J'ai pu apprendre que si les diplômés d'université ont des difficultés à faire leur entrée sur le marché du travail, ceux qui sortent des centres de formation professionnelle ont de meilleures chances.**

**Excellences,  
Mesdames, Messieurs,**

**Les enjeux sont loin d'être simples. Il s'agit, en fait, de questions complexes, auxquelles il n'est pas aisé de trouver des réponses.**

**Cet après-midi, au Dialogue des gouverneurs, que j'attends du reste avec beaucoup d'intérêt, nous allons explorer le cadre global dans lequel s'inscrivent ces enjeux, ainsi que leurs implications pour notre travail à la Banque. Nous sommes à votre écoute et serons ravis de vous entendre.**

**Vos orientations - au moment où nous commençons à élaborer notre vision à long terme - seront cruciales.**

**Mais en attendant ce dialogue, permettez-moi de proposer quelques pistes de réflexion.**

**Les jeunes qui manifestent dans les rues protestent sans nul doute contre le manque d'emplois et d'opportunités. Mais il serait pour le moins simpliste de ramener leur combat à un enjeu purement matériel.**

**Ce combat va plus loin. Il s'inscrit dans une quête de libertés et d'opportunités. Les populations africaines veulent avoir leur mot à dire dans la manière dont elles sont gouvernées - la possibilité de demander des comptes aux gouvernements.**

**Elles ne veulent plus se satisfaire de statistiques spectaculaires faisant les gros titres de l'actualité, d'élections tous les cinq ans, alors que l'espace est complètement verrouillé dans l'intervalle !**

**Monsieur le Président,  
Honorables gouverneurs,  
Mesdames, Messieurs,**

Tous les pays de par le monde sont actuellement confrontés à des défis économiques et sociaux, quoique variés quant à leur nature et leur ampleur. Les populations du continent, sa jeunesse, le comprennent très bien.

**Elles savent que le chômage ne peut être éradiqué aussi facilement. Elles ont pleinement conscience que les problèmes économiques ne peuvent disparaître d'un coup de baguette magique.**

**Ce que les populations remettent en cause, c'est la qualité des dirigeants et des institutions chargés de gérer ces questions.**

**En effet, elles savent que seuls des systèmes de gouvernement démocratiques et responsables sont en mesure de gérer des enjeux aussi complexes.**

**Elles savent que ces institutions sont à même de mobiliser des ressources publiques, d'assurer des prestations efficaces, de combattre les abus de pouvoir, de communiquer de manière crédible avec les populations et de fournir des explications sur les problèmes rencontrés. Bref, un système démocratique et responsable qui bénéficie d'un capital de confiance élevé, si essentiel par temps difficiles.**

**De toute évidence, cela doit constituer le point de départ, en quête d'une croissance inclusive, d'institutions solides et responsables.**

**Pour le reste, nous connaissons globalement certains des principaux ingrédients d'un programme inclusif :**

- i. accroître la productivité des petits exploitants agricoles, des femmes dans leur majorité ;**
- ii. soutenir les PME, véritables créatrices de richesse, y compris le secteur informel ;**
- iii. élargir l'accès à un enseignement de qualité ;**
- iv. donner accès à l'eau et à l'assainissement. C'est ici le lieu de remercier les partenaires de l'Initiative pour l'alimentation en eau et l'assainissement en milieu rural et des autres initiatives relatives à l'eau qui font réellement la différence, notamment notre ami Michel Camdessus, qui est parmi nous aujourd'hui. Dans le même esprit, je tiens à saluer les liens solides de coopération existant avec la Fondations Bill et Melinda Gates, qui contribue à la Facilité africaine de l'eau par un don de 12 millions de dollars.**

- v. **promouvoir la parité homme-femme, pour passer de l'égalité sur le papier à l'égalité d'accès aux opportunités et en matière de participation ;**
- vi. **mettre en place un minimum de filets de sécurité pour permettre aux familles de faire face à des chocs tels que la combinaison explosive de la hausse des prix des produits alimentaires et des produits pétroliers, et de la dislocation du tissu familial et communautaire ;**
- vii. **rapprocher les pouvoirs publics des populations. Assurer un**
- viii. **lutter davantage contre la corruption, qui constitue, en fin de compte, une tache sur le développement efficace et inclusif.**

**mettre la finance au service des pauvres. Une étude que nous venons d'achever avec la Banque mondiale confirme le rôle que peuvent jouer à cet égard les transferts des migrants, qui s'établissent à près de 40 milliards de dollars par an ;**

**et, point critique pour un continent tributaire des ressources naturelles, faire face au syndrome hollandais – la malédiction des ressources naturelles, qui génère à la fois une croissance spectaculaire et une pauvreté généralisée.**

« *Implications pour la Banque* »

**Excellences,  
Mesdames, Messieurs,**

**Ce sont là des domaines dans lesquels la Banque est engagée et y est forte d'une expérience non négligeable. En particulier, nos actions en matière d'accès à l'énergie, d'énergie pour les pauvres, d'électrification rurale et d'accès à l'eau nous permettent de faire une grande différence.**

**Néanmoins, il y a lieu de s'interroger. Que devons-nous faire de plus ou différemment pour promouvoir une croissance forte, mais qui profite davantage à tous ?**

**Quelles sont les actions dont il faut à présent revoir l'échelle et l'ampleur, afin de permettre au maximum de citoyens africains de tirer parti de la dynamique de croissance actuelle sur le continent ?**

**Nous ne sommes pas naïfs au point de penser qu'il existe des réponses faciles à ces questions. Il faudra, à chaque stade critique, opérer des choix décisifs et**

**procéder à des arbitrages. Mais cela passe par certains préalables : a) la volonté politique ; et b) la détermination de sortir toujours des sentiers battus, de remettre en cause certaines orthodoxies et d'être prêt à remédier aux défaillances du marché, notamment pour ce qui est de l'accès des pauvres aux services financiers.**

**À titre d'illustration, dans la quasitotalité des pays de notre continent, le moyen le plus direct et efficace d'accroître les opportunités économiques consiste à aider les petits exploitants agricoles à améliorer leur productivité. Cette démarche est d'autant plus pertinente, en cette période où la dynamique du marché des denrées alimentaires fait pencher la balance des termes de l'échange en faveur du monde agricole.**

**Il s'agira de mener toute une série d'initiatives que nous connaissons tous dans cette salle.**

**Les subventions à la production sont partout, et à juste titre, mal perçues. Mais nous savons aussi que des subventions ciblées pour les intrants agricoles et les engrais, assorties d'une stratégie de désengagement, semblent donner de très bons résultats.**

**Comment généraliser ces pratiques optimales ? Nous savons par exemple comment la pénétration du téléphone mobile a amélioré l'accès des pauvres aux services bancaires, à l'éducation, à la santé et aux informations sur le marché.**

**Monsieur le Président,  
Mesdames, Messieurs,**

**L'année dernière à Abidjan, vous avez entériné notre Stratégie à moyen terme en cours et son axe stratégique. Cette stratégie, qui a été mise à jour le mois dernier, arrive à son terme en 2012.**

**La décision stratégique d'accorder la priorité à l'infrastructure, à l'énergie, aux communications haut débit, à la mise en valeur des ressources en eau et à l'intégration économique va dans le sens d'un programme inclusif. Comment avoir une croissance profitant à tous, si les petites entreprises ne peuvent pas avoir accès à une énergie fiable et abordable, acheminer leurs produits aux marchés, et réduire les pertes après récolte qui, dans certaines régions et pour certains produits, atteignent 40 % ?**

**C'est ce que les populations du Kef m'ont indiqué la semaine dernière. Elles veulent avoir accès à l'électricité, à l'eau, à des routes praticables en toutes saisons, à la formation professionnelle et aux services financiers.**

**Cette analyse est également valable pour la priorité que nous accordons aux États fragiles, qui constitue un parfait exemple d'inclusion au Liberia, au Burundi, en RDC, en RCA et au Zimbabwe.**

**Il ne pourra pas y avoir d'inclusion, tant qu'on n'aura pas réintégré dans la vie économique des millions de gens pris au piège de la pauvreté, dans des zones en proie aux conflits.**

**Il n'y aura guère de progrès vers l'inclusion, tant que nous n'aurons pas fourni l'appui nécessaire aux petites entreprises, surtout celles qui appartiennent aux femmes, ainsi qu'à l'économie informelle – filet de sécurité ultime. Comme Graça Machel nous l'a souligné au dernier Forum économique mondial au Cap, nous devons aller au-delà de la rhétorique et des platitudes pour mettre la finance à la portée des femmes, et au-delà des textes et des lois retentissants pour les traduire en actes concrets.**

**Toutefois, nous devons être prêts à faire face à de nouvelles formes de pauvreté. Une récente étude de la Banque fait ressortir que bon nombre de personnes vivant au-dessus du seuil de 2 dollars par jour sont techniquement classées hors de la catégorie des pauvres, mais peuvent facilement retomber dans la pauvreté. Les pauvres « flottants », pour ainsi dire, sont à la merci des chocs, d'une flambée brutale des prix ou d'une perte d'emploi.**

**À mesure que l'urbanisation s'accélère et que se disloquent les mécanismes traditionnels de solidarité axés sur la famille ou la communauté, de nouvelles formes de pauvreté et d'exclusion apparaissent.**

**Nous examinons attentivement des expériences comme le système de « bursa familial » au Brésil, et les initiatives d'autres banques régionales en Asie et en Amérique latine.**

**Un des rôles les plus importants est que visons, à travers notre appui budgétaire, un dialogue et un engagement plus actifs, en vue d'améliorer l'intégrité de l'administration et de promouvoir une saine gestion des finances publiques, deux objectifs qui revêtent une importance cruciale pour une meilleure prestation de services largement répartis.**

**Par nos prêts à l'appui de réformes, nous rechercherons des voies plus efficaces pour soutenir les programmes infranationaux dans les provinces, les municipalités, plus près des populations.**

**C'est le lieu de rendre hommage au Gouvernement de transition de la Tunisie, avec lequel nous venons d'élaborer, avec le concours des organisations de la**

**société civile, un programme intégré axé sur la participation, la responsabilité des régions défavorisées, la création d'emplois et la**  
**Là semaine dernière, notre Conseil d'administration a approuvé un appui budgétaire de 500 millions de dollars - le tout premier concours d'une organisation internationale destiné à soutenir et accompagner la transition en Tunisie.**

« Tenir le cap »

**Monsieur le Président,  
Mesdames, Messieurs,**

**Nous sommes conscients que vous attendez que la Banque utilise efficacement sa position d'institution africaine ancrée et focalisée sur le continent, et connaissant bien le terrain. C'est l'occasion ici de relever que nous avons déjà administré la preuve de notre capacité à nous adapter, à innover et à répondre aux besoins en constante évolution des clients.**

**Mais, la Banque ne peut ni tout faire, ni embrasser tout nouveau problème, quand bien même il le mériterait. Nous entendons continuer à nous concentrer sur nos domaines d'excellence, et nous employer à relever de nouveaux défis dans nos domaines d'intervention privilégiés, tout en évitant tout dérapage stratégique.**

**En 2005 à Ouagadougou, nous avons pris devant vous l'engagement d'éviter des dérives dans notre mission. C'est précisément ce que nous nous sommes efforcés de faire.**

**Je tiens à affirmer ici que nous demeurons fidèles à cette stratégie - privilégier l'avantage comparatif, tout en nouant des partenariats avec les institutions sœurs dans leurs domaines d'excellence.**

**Nous ferons certainement preuve de souplesse. Nous exploiterons les synergies entre les différents guichets de la Banque, sans manquer d'adapter**

**nos méthodes de travail, d'élaborer de nouvelles approches, de nous inspirer des meilleures pratiques d'Afrique et d'ailleurs ; sans pour autant déroger à nos choix stratégiques.**

**« *Une institution capable de répondre aux attentes* »**

**Monsieur le Président,  
Mesdames, Messieurs,**

**Une organisation comme la nôtre sera toujours confrontée à des défis, anciens et nouveaux, internes et externes. Seule une institution solide, souple et prompte à réagir peut s'acquitter efficacement de sa mission dans un tel environnement dynamique. La Banque africaine de développement a accompli des progrès notables au fil du temps.**

**Mais, nous n'ignorons pas que le chemin qui reste à parcourir est jalonné de difficultés.**

**Notre robuste performance, en dépit des difficultés et incertitudes des 8 dernières années, témoigne de la solidité à toute épreuve de la Banque.**

**Nous continuons d'attirer un personnel hautement qualifié et dévoué, notamment à travers le programme de jeunes professionnels, qui connaît un succès retentissant.**

**Lors de nos assemblées de l'année dernière à Abidjan, vous avez unanimement approuvé une sixième augmentation du capital, à hauteur de 200 %. Cette décision historique, prise à un moment délicat, où la situation financière de vos pays respectifs était tendue, illustre le soutien ferme dont jouit la Banque de la part de ses actionnaires.**

**Quelques mois plus tard, les États participants du FAD ont approuvé une reconstitution généreuse de ses ressources. Nous avons très bien compris les conditions difficiles dans lesquelles ces décisions ont été prises. En retour, nous avons pris l'engagement d'œuvrer constamment au renforcement de la Banque dans son ensemble.**

**Ces dernières années, nous avons accompli de nombreuses réformes institutionnelles importantes. Beaucoup d'autres sont en cours. L'objet de toutes ces réformes est de nous aider à tenir les engagements que nous avons**

pris tant au titre du FAD12 qu'à celui de la Sixième augmentation générale du capital.

**Je voudrais saisir cette occasion pour vous assurer que, d'une manière générale, nous sommes sur la bonne voie. Permettez-moi de vous en donner quelques illustrations.**

#### **Politique de diffusion de l'information**

**Dans le droit fil de notre engagement à renforcer l'ouverture et l'éthique de responsabilité, nous avons révisé notre politique de diffusion de l'information.**

**Les mesures pertinentes que nous proposons sont désormais publiées sur notre site internet. Elles sont, pratiquement parlant, l'équivalent de la loi sur la liberté de l'information ; notre objectif étant de donner la possibilité à la société civile et au grand public de contribuer au processus.**

**Aux dernières Assemblées annuelles, je m'étais également engagé à entreprendre une initiative en matière de responsabilité, par la réalisation d'une enquête auprès des clients, ainsi que d'une deuxième enquête auprès du personnel.**

**Je suis heureux de signaler que l'enquête auprès du personnel est achevée et que celle auprès des clients, menée par un grand cabinet en matière de gouvernance mondiale, est en cours.**

**J'ai également le plaisir de vous annoncer que pour renforcer davantage nos ressources humaines, nous avons demandé à un bureau d'études de renommée internationale de se pencher sur la mise en œuvre de notre stratégie de ressources humaines de 2008. Ce cabinet, qui a déjà fourni à des institutions comme la nôtre, des prestations dans le domaine des ressources humaines, devra également nous recommander la meilleure démarche à adopter, et les bonnes pratiques en la matière, y compris celles en usage dans le monde des entreprises, et ce, dans le but de renforcer nos capacités.**

#### **Décentralisation**

**Nous avons pris l'engagement de présenter une feuille de route renforcée pour la décentralisation. Ce travail est également en cours.**

Désormais, un plus grand nombre d'opérations seront gérées sur le terrain. Avant la fin de l'année, nous allons ouvrir quatre nouveaux bureaux à Bangui, Bujumbura, Lomé et Monrovia, ainsi que deux centres de ressources régionaux à titre pilote.

Ainsi, nous disposerons, au total, de 30 bureaux dans les cinq régions du continent. En outre, je suis heureux de vous informer que notre feuille de route prévoit d'autres formes de représentation dans des pays où nous n'avons pas encore ouvert de bureau permanent, ce qui nous permettra d'être présents partout.

Une équipe à temps plein a été mise en place pour déployer notre feuille de route renforcée et veiller à une mise en œuvre échelonnée, mesurée et modulée.

Je suis convaincu que nous sommes en passe de réussir une véritable refonte institutionnelle de vaste portée. Nous avons pleinement conscience des risques encourus, mais aussi des possibilités qu'offre la décentralisation, et la conception de notre feuille de route tient compte de ces deux dimensions.

#### Modèle de revenu

Nous avons pris un autre engagement concernant la révision de notre modèle de revenu. Ce nouveau modèle est en place à présent. Associé à notre nouveau cadre de gestion du risque, je suis persuadé qu'il assurera la viabilité financière à long terme de la Banque et sa capacité d'adaptation à des difficultés inattendues.

#### Intervenir davantage dans les pays à faible revenu et les États fragiles

Tout au long des échanges de vues concernant l'AGCVI, tous les actionnaires ont insisté sur la nécessité d'accroître les interventions dans les pays à faible revenu par le truchement du guichet BAD, essentiellement en intensifiant les activités en faveur du secteur privé, y compris dans les États fragiles.

Je sais que bon nombre de pays tributaires du guichet FAD souhaitent vivement que cet engagement soit réalisé.

Vous comprendrez qu'avant de le faire, nous avons dû réexaminer notre appétence pour le risque et nous assurer de la mise en place des mesures de sauvegarde que vous êtes en droit d'attendre.

**Je confirme que nous serons en mesure d'accroître en toute sécurité le volume de nos activités dans les pays à faible revenu, en appliquant toujours les principes d'une saine gestion bancaire.**

**Nous allons accroître nos activités en matière de développement des marchés de capitaux, de mobilisation de l'épargne nationale et de promotion de l'accès aux marchés pour tous.**

**« Changement climatique et sécurité alimentaire »**

**Excellences,  
Mesdames, Messieurs,**

**Plus tard dans l'année, la COP17 se tiendra à Durban. Je ne saurais trop insister sur la nécessité pour l'Afrique de faire entendre sa voix clairement et de manière forte au cours des négociations.**

**Je souhaite que les ministres africains des Finances restent engagés dans un tel débat.**

**Je suis convaincu que la rencontre de Durban sera l'occasion rêvée pour l'Afrique de présenter clairement les difficultés spécifiques auxquelles elle est confrontée. Elle sera une étape historique pour notre continent, qui connaît un déficit énergétique et dont l'agriculture, la sécurité alimentaire et les forêts sont déjà en proie aux effets du changement climatique.**

**Nous travaillons en étroite collaboration avec le gouvernement sudafricain, la Commission de l'Union africaine et les négociateurs africains pour promouvoir cette expression décisive de la voix de l'Afrique et harmoniser ses positions dans les négociations.**

**Nous espérons que la rencontre de Durban accomplira de nouveaux progrès vers la conclusion tant attendue d'un accord sur les objectifs d'émissions et une nouvelle période d'engagement.**

**Nous attendons de cette rencontre la conclusion d'un accord sur la mise en place du Fonds vert pour le climat, retenu à Cancun.**

**Le Groupe consultatif de haut niveau des Nations Unies sur le financement de la lutte contre le changement climatique, dont j'ai eu l'honneur d'être**

membre, a conclu qu'il était possible de mobiliser 100 milliards de dollars par an, tel que promis à Copenhague, pour peu qu'on y mette la volonté politique requise.

**La Banque apporte son expertise dans la conception des mécanismes de financement, notamment par le détachement d'un membre de son personnel au Secrétariat des Nations Unies sur les changements climatiques à Bonn.**

**Comme vous le savez, les négociateurs africains dans leur ensemble s'intéressent plus particulièrement à la création, au sein du Fonds vert, d'un mécanisme destiné à répondre aux problèmes spécifiques à l'Afrique, liés en particulier à l'adaptation au changement climatique, à l'énergie propre, aux États fragiles et aux petits pays insulaires.**

**Nous comprenons la réticence de certains, qui sont préoccupés par la prolifération de fonds et de mécanismes. Permettez-moi de dire d'emblée que nous partageons cette préoccupation, qu'il s'agisse des fonds verticaux ou des initiatives spéciales.**

**Toutefois, il y a lieu de reconnaître que, dans le même temps, l'Afrique a été plutôt mal desservie par les mécanismes existants de financement climatique. Ces quatre dernières années, elle n'a eu accès qu'à 12 % de l'ensemble des fonds climatiques mondiaux décaissés.**

**L'idée d'un Fonds vert pour l'Afrique ne participe pas du phénomène de prolifération ni de la création d'un autre fonds vertical. Il s'agit, entre autres, d'un mécanisme s'inscrivant dans un cadre global, qui permet d'établir un lien plus étroit entre les priorités de développement africain et les initiatives dans le domaine du climat. Dans le même temps, un tel mécanisme contribuerait à répondre aux priorités indéniables et spécifiques à l'Afrique, par une structure de gouvernance établie sur le continent, qui lui permette de faire entendre sa voix. Voilà l'esprit du Fonds vert pour l'Afrique.**

**Monsieur le Président,  
Honorables gouverneurs,**

**Je voudrais terminer par là où j'ai commencé.**

**Ces trois dernières années ont été particulièrement importantes pour la Banque africaine de développement. Depuis 20082009, la Banque s'est montrée à la hauteur des événements en répondant rapidement aux crises**

alimentaire et financière, comme elle le fait aujourd'hui face aux révolutions en Afrique du Nord.

**Dans l'esprit du partenariat du Sommet du G8 de Deauville, nous travaillerons de concert avec des partenaires sur la base d'une vision commune pour l'Afrique du Nord pour appuyer la transition en Tunisie, en Égypte, ainsi que la relance économique en Libye, le moment venu.**

**Nous prenons d'ores et déjà des initiatives concernant le secteur privé, avec la BAD comme chef de file. À cet égard, nous avons soumis une proposition commune des institutions financières internationales, lors du Sommet du G8 de Deauville. Et nous continuerons de coordonner les efforts avec les guichets du secteur privé de ces institutions.**

**Nous espérons accueillir bientôt le SudSoudan, tout nouveau pays membre de la communauté des nations, en tant que membre de la Banque africaine de développement.**

**Nous sommes prêts à apporter notre contribution au programme de reconstruction et de développement du SudSoudan, et à aider à la reprise dans la partie nord du Soudan.**

**C'est pourquoi, la mise en œuvre de l'Accord politique global et la coopération pacifique entre les deux pays sont dans l'intérêt de tous.**

**Nous devons conjuguer nos efforts pour bien nous y prendre au SudSoudan et permettre la naissance de la nouvelle nation dans de bonnes conditions. Pour commencer, nous devons alléger le plus possible le fardeau que la multiplicité de donateurs, d'agences et d'ONG risque d'imposer au peuple soudanais à un moment où ses capacités seront mises à rude épreuve.**

**Une coordination solide et souple de l'action des donateurs est capitale. Il y va de l'intérêt de tous de voir décoller avec succès le dernier né des États africains.**

**Nous accueillerons les bras ouverts tous ceux d'entre vous qui aimeraient travailler avec nous, ou nous appuyer dans cette action. Je vous invite à examiner la manière dont la Facilité en faveur des États fragiles a fonctionné – et à exploiter au mieux ce puissant outil pour la reconstruction du Soudan.**

**Comme chacun d'entre vous, nous continuons d'espérer que l'agonie de la Somalie prendra bientôt fin. La tragédie somalienne n'a que trop duré. Pour l'heure, faute de progrès, nous ne pouvons toujours pas apporter d'appui financier à ce pays, si ce n'est sous forme d'aide d'urgence.**

**Notre marge de manœuvre est limitée en ce moment, mais nous prenons nos dispositions pour être prêts à intervenir dès que les Somaliens seront en mesure de commencer leur longue marche vers la reconstruction.**

**Excellences, Honorables  
gouverneurs, Mesdames,  
Messieurs,**

**Pour la Banque et pour nous tous Africains et amis de l'Afrique, cette période est à la fois exaltante et prometteuse. Nous n'avons pas la prétention de détenir toutes les réponses, mais je suis persuadé que nous faisons de notre mieux pour poser les bonnes questions.**

**Nous sommes résolus à poursuivre inlassablement notre marche sur la voie que nous avons tracée ensemble, pour permettre à notre continent de tirer parti des opportunités qui font leur apparition et de surmonter les risques liés au nouveau paysage économique mondial.**

**Pour répondre efficacement à cette attente, la Banque a besoin de clarté sur son séjour à Tunis après huit ans de fonctionnement en situation temporaire, et d'être située, face à l'incertitude entourant son retour à Abidjan.**

**Aujourd'hui, vous examinerez la résolution adoptée par le CCG à sa réunion de Washington en avril dernier. Cette résolution réaffirme le maintien du siège à Abidjan, prévoit un retour ordonné en Côte d'Ivoire dès que la situation dans le pays et l'état de nos installations s'y prêteront, et l'amélioration des conditions de travail à Tunis.**

**Au moment d'examiner cette recommandation du CCG, je vous exhorte à ne pas perdre de vue que les éclaircissements sur cette question contribueront sensiblement à rehausser le moral du personnel. Ils permettront plus de visibilité dans la planification de nos activités à Tunis et à Abidjan, en particulier celles liées aux ressources humaines.**

**Monsieur le Président,  
Mesdames, Messieurs,**

**En tant que Président de la Banque africaine de développement, je suis particulièrement honoré d'être à la tête de cette grande institution, de diriger des hommes et des femmes de talent qui forment sa direction et son personnel.**

**Je vous remercie, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les membres du Bureau, Mesdames et Messieurs les gouverneurs et les gouvernements que vous représentez, pour votre soutien constant. Je remercie également notre Conseil d'administration, la direction et le personnel pour leur dévouement.**

**Je renouvelle également mes remerciements aux distinguées personnalités qui nous ont honoré de leur présence aujourd'hui, à mes éminents prédécesseurs, aux institutions sœurs, à nos partenaires des milieux d'affaires, ainsi qu'aux membres de la société civile, pour notre collaboration mutuellement bénéfique. C'est un insigne honneur et un très grand plaisir de collaborer avec vous.**

**Ensemble, nous pouvons faire la différence.**

**Je vous remercie de votre attention.**